

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

PS : Entre social-réalisme et raëlisme-social

Un avenir nommé désir

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : samedi 23 juin 2007

Démocratie & Socialisme

Depuis quelques mois, Sisyphe se sent fatigué. Un découragement rédhibitoire le gagne.

Pourtant, juste après le référendum sur le TCE de mai 2005, gonflé à bloc, il croyait dur comme fer qu'enfin il pourrait hisser jusqu'au sommet le fichu caillou qui absorbait toute son énergie.

La campagne menée à cette occasion avait constitué un formidable moment d'éducation populaire comme ATTAC s'en était fait le héraut. Dans des assemblées fournies, tableau noir à l'appui, on avait discuté avec passion, sérieux et compétence des méfaits de la financiarisation de l'économie, du pacte d'Amsterdam, de la politique de la BCE et de la directive Bolkestein.

Dans les comités d'action unitaires, on trouvait ceux d'ATTAC, ceux de la LCR, ceux du PCF, les Alterécolos et ... l'aile gauche du PS.

Sur les tréteaux, le verbe puissant de Mélenchon faisait écho aux diatribes de Besancenot et les déclarations de Marie-Georges Buffet étaient au diapason des propos de José Bové .

Filoché, Dolez et Généreux couraient inlassablement de ville en ville portant le même message pédagogique et appliqué. Montebourg, Emmanuelli et Fabius lui-même, se prononçaient pour le NON sans faire campagne cependant, pour ne pas enfreindre la discipline du Parti.

Le 29 mai au soir, la gauche sociologique rejoignait la gauche politique dans le NON à la constitutionnalisation du libéralisme économique.

Un NON de gauche qui trouvait son assise dans les couches populaires, les plus exposées précisément à la mondialisation capitaliste. Le conflit central était bien le conflit de classes.

La gauche décomplexée triomphait ; la droite et ses supplétifs, tous les petits bourgeois bien pensants cherchaient l'erreur qu'ils avaient bien pu commettre en dépit du matraquage inconditionnel des médias ; et Chirac voyait s'alourdir le passif d'un bilan déjà peu reluisant. 2 ans plus tard, l'interrogation a changé de camp.

Comment la gauche a-t-elle pu perdre l'imperdable et en arriver à un tel naufrage ?

Car s'il ne suffit pas de baptiser la TVA de "*sociale*" pour qu'elle change de nature, de même, une défaite moins humiliante que prévu ne devient pas une victoire ! Comment pourrait-on oublier que Sarkozy dispose d'une majorité absolue pour mener sa politique malfaisante ?

De omni re scibili...

Un naufrage qui ne se réduit pas à une défaite électorale cuisante mais qui est aussi et surtout une défaite

idéologique.

Les couches populaires ont basculé, les pauvres ont voté comme les riches, pour les riches.

Pareil affront à l'intelligence ajoute parfois au découragement du militant. Celui-ci pourtant, au-delà de la fidélité à ses origines de classe, peut s'appuyer sur la conviction que l'avenir des sociétés démocratiques ne saurait se construire sur la paupérisation des couches populaires et la prolétarianisation toujours plus large des couches moyennes salariées.

Ce réflexe de "*petit blanc*" comme on pourrait le qualifier par analogie avec les pauvres du sud de l'Amérique qui tournent leur colère et l'expression de leurs frustrations contre les Noirs - (dans notre cas de figure contre leur voisin de palier qui touche l'aide sociale), et fournissent les gros bataillons du KKK, - n'est pas inédit dans la longue histoire de la lutte des classes. On sait bien qu'au Creusot par exemple, durant des décennies, les ouvriers ont léché la main qui les tenaient en servitude.

Quelques rudiments de marxisme suffisent à l'expliquer : les travailleurs sont a priori en concurrence les uns avec les autres pour l'emploi de leur force de travail, et ce n'est que par la bataille idéologique qu'ils peuvent prendre conscience des intérêts communs qui les unissent et les opposent au système capitaliste ; une conscience qui les constitue pleinement comme classe non seulement en soi mais aussi pour soi. Mais la bataille idéologique ne tolère pas l'à peu près.

Sarkozy, lui, a su verbaliser l'exaspération sociale. Au-delà des références discursives à Jaurès ou à Blum, c'est bien la captation et le détournement à son profit de l'enseignement de Gramsci qui lui a donné la victoire par le triomphe des représentations symboliques qu'il a forgées.

La thématique sarkozyste se décline en quelques lignes de force simpl(ist)es mais percutantes : réhabilitation du travail, reconnaissance du mérite individuel, refus de l'assistanat.

Le programme du PS face à cela ?... un improbable galimatias.

Toute analyse du résultat des consultations électorales renvoie à la fois à des causes immédiates et à des causes profondes, celles-là nourrissant celles-ci dans une dialectique complexe.

Si l'orientation politique n'est pas clairement affirmée, le flou bien peu artistique qui enveloppe le projet le rend illisible et accroît la tentation de faire campagne non pas sur le fond des choses mais sur les apparences, avec en retour, une plongée dans le monde interlope de la mise en scène et de la communication qui dégrade un peu plus la lisibilité et la crédibilité du programme.

De ce point de vue, le piège à PS a rempli son rôle d'une manière si parfaite que Sarkozy n'aurait osé l'imaginer

A quoi peuvent bien réellement servir les congrès socialistes ?

J'entendais après le deuxième tour des présidentielles, des camarades dénoncer la pseudo synthèse du congrès du Mans.

Saluons leur lucidité impromptue, mais il y a quelques mois, ils n'avaient pas de mots assez durs pour fustiger les audacieux qui se permettaient une telle incongruité. Les révélations tardives sont peut-être les plus belles mais aussi les plus stériles.

On pourrait certes situer le début du délitement avec ce congrès, mais on pourrait tout aussi bien remonter au congrès de Dijon ou de Liévin sans aller jusqu'à rappeler celui de Rennes de si funeste mémoire. A Rennes, il n'y avait pas de divergence politique : hormis quelques "*trublions gauchistes*", c'étaient des personnalités, des clans, des écuries qui s'affrontaient pour le contrôle de l'appareil et les investitures qui vont avec. Pure et misérable bataille de prébendiers.

A Dijon, au contraire, un vrai clivage politique a opposé une aile droitière Rocardo-Strauss-Khanienne prônant l'accompagnement social de la mondialisation libérale au nom du réalisme et de la "*modernité*", avec Tony Blair comme référence déclarée, et une aile gauche (Nouveau Monde et NPS soit 40 % des voix) tournant son regard vers l'altermondialisme. Entre les deux, niant la réalité, Hollande et la plupart des hiérarques tentaient, dans un acrobatique et douloureux grand écart de maintenir l'attelage au prix d'artifices sémantiques et de concepts creux.

Mais les clivages politiques ne font pas pour autant disparaître les intérêts claniques ; ils s'y superposent. Et dans la structure institutionnelle de la Ve République - (encore merci à Jospin qui a décidé de l'inversion du calendrier, sûr qu'il était de sa victoire, l'hypertrophié du Moi !) - ce sont ces derniers qui imposent leur logique. Les présidentielles comme la télé, ça rend fou !

Il ne sera pas question d'absoudre « *les principaux dirigeants des courants de gauche (auxquels il faut ajouter Laurent Fabius) qui rentrèrent dans le rang. Comme effrayés par leur audace, ils se démenèrent dans des luttes d'appareil et cédèrent presque tous aux sirènes présidentielles.*

Laurent Fabius ne rompit pas avec la direction et, au Mans, une large majorité de cadres « de gauche » imposa la synthèse à des militants qui la rejetaient. Henri Emmanuelli se déclara en faveur d'une candidature Hollande. Mélenchon choisit Fabius. (Comment Jean-Luc a-t-il pu croire une seconde que Fabius pourrait être choisi comme chef de cette gauche, eu égard à son passé ?)

Isolée, la jeune garde « rénovatrice » (Arnaud Montebourg, Vincent Peillon) se rallia à la candidature de Ségolène Royal - (qui avait fait preuve d'un magistral opportunisme en se déclarant la première) - au printemps 2006. À défaut de « sortir de la Ve République » - une ambition devenue hors de portée avec Ségolène Royal - ils se raccrochèrent au vague espoir (certes personnellement profitable) de « sortir » les éléphants au pouvoir dans le parti pour prendre leur place. » (Ph. Marlière professeur de science politique à Londres - n° spécial de la revue Mouvements : cf les sites web de Démocratie et Socialisme et du NPS) ; à noter que Filoche et ses amis ne se commirent pas.

Avec le processus de désignation du candidat à la présidentielle, le bal égotique des prétendants a donc pu commencer.

"La présidentialisation du PS date en réalité de 1995. Jusqu'alors, le premier secrétaire était le « candidat naturel » du parti. Or, en 1995, Jospin fut choisi par les militants car ces derniers considérèrent, sondages à l'appui, qu'il était le mieux placé pour battre le candidat du camp conservateur.

La démarche n'était donc pas anodine. Elle visait à personnaliser le pouvoir autour d'un dirigeant « présidentiable » et à neutraliser l'appareil de décision socialiste, reflet des votes militants et instance de contrôle du premier secrétaire [...]

Les militants socialistes ont depuis intériorisé la logique de l'élection présidentielle au suffrage universel qui tend au plébiscite d'une personne et relègue au second plan la question du choix d'un candidat et d'un programme socialistes." (Ph Marlière op. cité)

Candidat perpétuel à tous les postes, l'idole autoproclamée des "djeunes", aussi sûr de sa popularité à l'extérieur du Parti que du rejet dont il était l'objet à l'intérieur avait proposé et obtenu que celui-ci s'ouvre à de nouveaux adhérents à 20 Euros, par le biais d'internet. La démarche cousue de fil blanc était censée profiter à son auguste personne. Hélas pour lui, les voies de la doxa comme celles du Seigneur ont quelque chose d'impénétrable...

« La démarche cherchait aussi à noyer les voix des militants actifs dans celles des nouveaux adhérents moins actifs et surtout moins politisés : le principe libéral de « démocratie d'opinion » supplantait le principe de « démocratie socialiste ». (Ph Marlière)

Refondature ou rénovation ? Rénovation dans la refondature !

C'est à l'été 2006, avec le traditionnel rassemblement de Frangy en Bresse quand A. Montebourg révéla publiquement son choix en invitant Ségolène, signant le premier renoncement à sa ligne de conduite, que je compris que toute l'aventure allait mal tourner.

J'en acquis la certitude lors des "débat" précédant le vote ; j'en fis part au premier fédéral dans une lettre intitulée "le dernier du culte" et datée du 29 novembre 06.

J'y déplorais ceci : « L'abandon du registre de l'argumentation rationnelle pour le registre de la foi[...] D'ailleurs la plupart des interventions ne commençaient-elles pas par « je crois que Ségolène peut ... » ?

Les militants ne font plus de la politique, ils prêchent ; ils ne construisent plus d'enchaînements logiques, ils psalmodient ; ils n'objectent sur rien, ils vénèrent en bloc. [...]

Qu'important alors les orientations sous-jacentes, le discours et même les faux pas diplomatiques de l'impératrice du chabichou : « Ségolène est dans l'air du temps, elle symbolise un besoin de renouvellement de la politique...(dixit le secrétaire de circonscription) » Ségolène peut. Oui [...] Marie Ségolène peut marcher sur l'eau et l'apposition de ses mains guérit les écrouelles [...]

A quoi bon les groupes de travail, les commissions de réflexion, les amendements au programme, les codicilles au projet, Marie Ségolène EST le programme, elle EST le projet, elle EST le parti [...]

Ce qui est cocasse de constater, c'est que les contempteurs de la Ve, les partisans déclarés d'une VIe République sont parmi les premiers à se livrer à cette personnalisation outrancière, à se glisser dans les oripeaux du bonapartisme avec le zèle des nouveaux convertis »

Dans cette fédération 71 dominée par le courant "Rénover Maintenant" les choses prenaient une tournure sans doute encore plus caricaturale qu'ailleurs, tout observateur un peu objectif pouvait constater qu'au fur et à mesure que le contenu politique de la Rénovation se réduisait, les comportements régressaient vers la solidarité mécanique des sectes.

Dans les "débats", nous n'avions plus affaire à des militants, mais à des Raëliens ou des Krishna, pénétrés d'une foi aveugle dans le Gourou doté des pouvoirs magiques que confèrent les sondages.

Ségolène était alors à 36 % ! Sur les affiches, des slogans tels que « *Ségolène vote Evelyne* » s'écrivaient en lettres majuscules. L'air du temps on vous dit...

Selon la logique bonapartiste de l'élection, les socialistes ont donc logiquement investi celle que les Français plébiscitaient à travers les sondages, cédant à la doxocratie.

Une bulle médiatique, par analogie aux bulles spéculatives, se mettait en place et enflait, soumise aux mêmes processus stochastiques et à la même issue : le retour à la sphère du réel.

En attendant, pour entretenir la bulle, il fallait du spectacle, de la mise en scène, du pipole... sans cesse fournir sa pitance à la déesse aux cent bouches. Amateurs s'abstenir.

Or, en matière d'amateurisme, Ségolène et son équipe de campagne ont battu tous les records.

Tantôt se démarquant du Parti et fustigeant les "éléphants", tantôt les appelant au secours, allant jusqu'à moquer publiquement le premier secrétaire (le seul défaut de Ségolène c'est Hollande !), laquelle Ségolène se montrait arrogante et blessante avec certains collaborateurs (pour Besson, le mot prend les deux acceptions)... sans parler des dérapages linguistiques, des gadgets politiques (le drapeau) et des virages sur l'aile (droite) avec les oeillades à Bayrou !

Réparer maintenant

Dussé-je encourir les foudres des Raëliens et les procès en misogynie, dussé-je être sacrifié dans un rite druidique au sommet de Bibracte, mon avis demeurera sur la prestation de la candidate : pitoyable dans la fonction tribunicienne, médiocre et velléitaire dans le débat. Pourtant, certaines personnes qui n'ont rien à dire, arrivent à le dire très bien...

« Ségolène a mis à son crédit une campagne de qualité qui a eu pour effet de faire se réapproprier le débat politique par les citoyens, ce que nous avons déjà commencé à faire lors de la campagne sur le referendum constitutionnel européen et qu'elle a su amplifier en l'érigeant en méthode politique. C'est un acquis considérable qu'il n'est pas question de passer par pertes et profits parce qu'il a permis de faire, en trop peu de temps certes, une bonne partie du chemin que nous avons omis de faire. Malheureusement, ce cheminement-là ne s'est pas appuyé d'emblée sur l'affirmation d'une ligne politique cohérente. [...] "En s'affranchissant du dogme du projet, Ségolène Royal a mis au coeur du débat quelques-uns des éléments désormais incontournables de la rénovation. [...] » expliquent sans rire les camarades par la voix autorisée de Daniel A. (Circulaire 13 mai)

D'abord ce "nous" constitue un pluriel plutôt singulier. Dans cette fédé, excepté ma modeste personne, seul D. A comme membre de la direction fédérale a fait publiquement la campagne du "NON" ; ce n'était pas la position de la fédé et encore moins celle du Parti et de Ségolène !

Deuxièmement, quand on écrit "Ce cheminement ne s'est pas appuyé d'emblée sur l'affirmation d'une ligne politique cohérente", c'est pure pétition de principe car comment aurait-il pu en être autrement, puisque par définition la ligne

était censée être élaborée par ces "débats citoyens" et qu'on s'affranchissait de la matrice justement parce qu'elle ne brillait pas par sa cohérence ?

Autant imaginer les prolétaires de 1848 élaborant "le Manifeste" ex nihilo !

Cette méthode est en homologie avec l'entrée des nouveaux adhérents : le catalogue de toutes les doléances de toutes les corporations et la promesse d'y porter remède prioritairement, a pour seul effet le brouillage absolu du programme si tant est qu'il préexiste.

La rénovation était devenue l'alibi d'une stratégie individuelle et clanique de conquête du pouvoir, la voilà désormais l'habillage qui permet de déverser les responsabilités de la défaite, sur les autres, ceux qui "n'ont pas su en saisir toute la substantifique moelle" et n'ont pas fait preuve d'assez de zèle. *Je persiste et je signe, car reconnaître serait abjurer* : stratégie classique des sectes ! La meilleure défense, étant l'attaque. Ségolène qui connaît l'adage se lance à l'assaut du Parti avec ses Krishna qui s'auto intoxiquent en répétant 28 fois par jour qu'elle a mené une campagne formidifique ! (« *Merci pour tout Ségolène* », titre le journal de la fédé de Mai-Juin !)

« Caressant dans l'entre-deux tours l'idée d'une alliance avec le centre droit bayrouiste, les appels de la mouvance blairisante du PS (Rocard, Kouchner, Strauss-Kahn) furent, une fois encore, ignorés par les électeurs : le centre politique penche avec une constance remarquable à droite, ainsi que l'électorat bayrouiste et les députés de l'UDF ont pu le démontrer au deuxième tour. Au soir de la défaite, ces mêmes idéologues de l'ouverture au centre continuaient de prôner la poursuite d'une stratégie qui, par le passé, a englouti la SFIO et a failli détruire le PS entre 1988 et 1993.

Ce nouvel échec cuisant de la gauche est avant tout celui du PS qui a mené cette campagne sans ligne politique claire, sans avoir défini au préalable ce que signifiait le socialisme du XXI^e siècle, ou encore sans se demander ce qu'il souhaitait accomplir une fois au pouvoir. Balloté au gré des sondages d'opinion, il a pensé - à tort - qu'une candidature féminine combinée à l'hostilité suscitée par Sarkozy seraient suffisants pour renouer avec la victoire. La droite a gagné triomphalement en étant de droite, la gauche a perdu spectaculairement en n'étant pas clairement de gauche. Aux socialistes honnêtes d'en tirer les conclusions qui s'imposent. » écrit encore Philippe Marlière .

Le PS évitera-t-il la scission au prochain congrès ? Est-il souhaitable de l'éviter ? J'ai bien lu l'argumentaire de G. Filoche (11-06). Mais la perspective d'une union de toute la Gauche sera-t-elle suffisamment crédible pour contenir les forces centrifuges. Le courant blairiste de la Refondation peuplé de "*politiciens sans frontière*" est toujours tenté par l'alliance avec les vestiges bayrouistes et rêve à terme d'une grande coalition à la Prodi conduisant inéluctablement à des collaborations type SPD-Merkel ou au passage direct à l'ennemi comme on a pu le voir : la lutte des places promet être chaude dans l'entourage de Sarkozy.

Mais qui restera debout pour la lutte des classes ? Quelle confiance accorder aux chefs fourvoyés, sans une sérieuse autocritique de leur part ? Or ce n'est pas là leur sport favori.

Sisyphes est encore bien fatigué...

Serge B (ex) secrétaire fédéral à l'économie - fédé de Saône et Loire : le 18 juin 07